

LES DIPLOMÉS QUI DONNENT DU TRAVAIL

L'actualité le démontre : l'angoisse de l'insertion professionnelle mine la société française. Et en particulier les jeunes. « Vingt ans de précarité, ça suffit », c'est le véritable message de la mobilisation contre Villepin et son CPE. Pour aider les étudiants et leurs familles à choisir les bonnes filières, celles qui débouchent sur un emploi stable et une carrière épanouissante, « le Nouvel Observateur » a mené l'enquête. Toutes les informations utiles, les bons tuyaux et les pièges à éviter dans ces vingt pages exclusives et dans notre cédérom « la Cote 2006 des diplômés »

Plus sûr que le Loto, plus rentable que la Bourse, aussi durable que la pierre : un diplôme ! C'est ce que confirme une récente et très sérieuse étude de l'OCDE. Selon l'organisation internationale, qui a mené une monumentale enquête internationale sur les systèmes d'éducation, la vérité tient dans un « taux de rendement » (1) : en France, investir dans une formation rapporterait 12% par an. Un ratio quelque peu théorique – on investit en temps et en argent dans ses études ! – mais qui donne à réfléchir. Car, au-delà des chiffres, qui peut raisonnablement douter que l'éducation soit le placement de toute une vie ? Le meilleur atout, le plus enrichissant dans toutes les acceptions du terme ?

Voilà pourquoi il est si important de miser juste. Jamais, en effet, les disparités n'ont été aussi importantes d'une filière à l'autre. D'un côté, les voies rapides souvent spécialisées et reconnues par les professionnels. De l'autre, des itinéraires plus académiques, encombrés et souvent sans issue. A la fin, quoi de plus déprimant pour un doctorant à la tête bien pleine que de

se retrouver au chômage ? Pourtant, pour qui sait se doter d'une bonne boussole, notre enseignement supérieur – un tantinet labyrinthique – recèle des raccourcis étonnants. Des formations aux noms barbares, mais qui valent de l'or sur le marché du travail. Il faut absolument connaître les Miage (méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises) ou les MAE (masters d'administration des entreprises) dont les diplômés se placent au même niveau que ceux des grandes écoles. Et qui sait qu'un jeune ingénieur sur deux n'a jamais mis les pieds dans une classe préparatoire, qu'on peut, à l'issue d'un BTS, entrer dans une école de commerce ou à Sciences-Po Lille ?

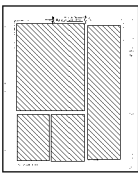
Trop souvent les étudiants et leurs parents abordent l'orientation avec des préjugés. Ou plutôt de fausses « bonnes idées ». A un futur ju-

riste, on répète qu'une spécialisation en droit de la propriété industrielle serait judicieuse. Alors que ce secteur n'offre quasiment pas de débouchés. A un sportif, on vante les métiers du sport, alors que cette filière est encombrée. A un littéraire, on fera miroiter les carrières improbables du « management culturel », qui ne représentent qu'une poignée d'emplois...

Les a priori sont tenaces. Pour ne pas se faire piéger, il convient de s'informer sans œillères. C'est pour les aider dans cette tâche que « le Nouvel Observateur » a mené l'enquête au plus près du terrain en collectant les statistiques les plus récentes et les plus fiables, en rencontrant les professionnels de l'éducation et surtout en interviewant les employeurs. Un travail de fourmi qui montre que la réalité de l'insertion est souvent bien différente de l'information officielle. Un exemple : les diplômés de physique délivrés par l'université peuvent mener à l'enseignement et à la recherche. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'ils débouchent souvent sur des jobs d'informaticien ! Alors, pour ne pas subir les contraintes du marché, mieux ☛

Témoignages
et reportages sur
l'antenne de notre partenaire France
Info, jeudi 16 mars.





Bac+4/+5 : quels diplômes pour quels emplois

Inscrits à l'Apec, diplômés 2003 interrogés en décembre 2005

ÉCOLES D'INGÉNIEURS

Spécialité	Taux d'emploi 2005	Salaire médian brut annuel 2005	% Cadres en 2005	% CDI en 2005
Ingénieurs généralistes	89%	30 400	96%	96%
Spécialités industrielles	89%	30 000	92%	80%
Sciences de la vie, agro	89%	25 000	65%	66%
Electronique, informatique, télécoms	89%	30 000	92%	83%

ÉCOLES DE COMMERCE

Spécialité	Taux d'emploi 2005	Salaire médian brut annuel 2005	% Cadres en 2005	% CDI en 2005
Finance, gestion, comptabilité	87%	26 400	55%	73%
Commerce, marketing	87%	27 000	52%	79%

UNIVERSITÉS

Spécialité	Taux d'emploi 2005	Salaire médian brut annuel 2005	% Cadres en 2005	% CDI en 2005
Informatique, électronique, électricité, télécoms	86%	26 000	65%	65%
Informatique de gestion	86%	26 400	65%	69%
Gestion des ressources humaines	85%	24 000	47%	62%
Finance, gestion, comptabilité	85%	23 000	36%	61%
Commerce, marketing	85%	24 000	40%	69%
Spécialités industrielles	83%	25 200	74%	61%
Aménagement urbanisme, histoire, géographie	81%	20 000	50%	53%
Droit, sciences politiques	75%	21 000	37%	58%
Communication, publicité, création	74%	18 000	31%	40%
Physique	72%	28 000	67%	59%
Maths	72%	27 000	75%	69%
Chimie	72%	24 000	67%	31%
Sciences de la vie et de la terre	72%	21 500	44%	47%
Lettres, langues	65%	18 000	6%	50%
Sociologie, psychologie	59%	19 000	51%	45%
Formation, animation, social	59%	18 500	45%	78%
Economie	NC	21 000	39%	63%

Source : le site Apec jeunes diplômés

vaut affûter sa stratégie dès l'après-bac. Toute formation, aussi réputée soit-elle, doit faire l'objet d'un examen critique. Ainsi, les BTS et les DUT sont censés permettre une insertion professionnelle aisée. Une réputation souvent méritée. Mais qui connaît aussi des exceptions... Comme le BTS diététique, qui mène à une profession paramédicale fort utile, mais sans débouchés réels. A l'inverse, nul ne songerait aujourd'hui à recommander un BTS de secrétariat : un taux de chômage record sévit dans le secteur... Pourtant ce ne serait pas un si mauvais conseil ! Le chômage provient surtout du fait que de nombreux jeunes sans formation prétendent, sans succès, décrocher ce genre de job. Mais les diplômés, eux, s'insèrent sans difficulté. Dans tous les domaines, le choix d'une option, d'une authentique spécialité fait toujours la différence.

D'autant qu'en ce début 2006 des feux verts s'allument dans de nombreux métiers.

Injustement boudées – l'industrie, le BTP – ou en plein boom – l'informatique, le conseil –, certaines corporations font assaut de séduction pour attirer les diplômés. L'été dernier, le gouvernement a même institué un crédit d'impôt pour inciter les jeunes à se tourner vers l'hôtellerie, la banque-assurance, le bâtiment... Quant aux aventuriers qui rêvent de s'expatrier, ils se réjouiront d'apprendre qu'aux États-Unis la chasse aux jeunes diplômés se poursuit. Dans ses « Perspectives pour l'emploi 2006 », la Nace (Association nationale des Universités et des Employeurs, NDLR) annonce de grandes difficultés pour les entreprises désireuses d'enrôler comptables, économistes, financiers et informaticiens. Mais avant de prendre son billet, il faudra plus que jamais avoir misé juste...

VÉRONIQUE RADIER

(1) Taux de rendement à long terme de l'investissement privé dans les dépenses d'éducation, « Regards sur l'éducation 2003 », OCDE.

L'université bouge par Patrick Fauconnier

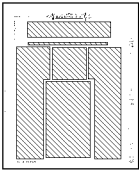
Il y a quelque chose de désespérant dans ce cliché tenace qui voudrait que l'université ne prépare pas à l'emploi. Trop longtemps, il est vrai, les facs n'ont formé que des juristes, des médecins, des chercheurs ou des profs. Les autres métiers, on les apprenait ailleurs, comme on pouvait. Dans les grandes écoles si on faisait partie des 2% ou 3% de cracks pouvant y accéder. Dans les petites écoles professionnelles et les BTS, apparus en 1959, pour les autres. Puis, à la fin des années 1960, l'université a vu naître – avec mauvaise grâce – les instituts universitaires de technologie. Aujourd'hui, cette filière est devenue des coqueluches des employeurs, redorant le blason de l'université. Dans les années 1990, une révolution dans les esprits a pu s'opérer avec la montée en force des programmes « professionnalisants » : maîtrises en sciences et techniques et DESS. Aujourd'hui, avec la réforme LMD (licence, master, doctorat), c'est une déferlante : toutes les facs proposent des licences et des masters professionnels. Une révolution qu'il est temps de mettre sous les projecteurs. La vaste enquête de ce dossier montre que l'université peut désormais faire très bonne figure aux côtés des grandes écoles.

Mais ces filières restent méconnues des familles et des employeurs. A preuve, ce terrible sondage, réalisé récemment auprès de jeunes, de parents d'élèves et de dirigeants d'entreprise (1). A la question « Quelle formation supérieure prépare le mieux un jeune à affronter le monde du travail ? » 62% des dirigeants d'entreprise répondent « les grandes écoles », 30% « les IUT » et 5% « une autre formation universitaire ».

Heureusement, de plus en plus d'universitaires sont impatients de relever le défi de la « société de la connaissance » dans une France qui demeure le seul pays du monde développé à dépenser plus pour un lycéen que pour un étudiant ! Mais leur ambition se heurte à l'inertie de décideurs : « 80% des membres de cabinets ministériels sont des polytechniciens ou des énarques, témoigne un président de fac. Quand je leur explique qu'un master "électronique" est très bien pour s'insérer, ils me rient au nez. Et si je dis qu'un simple bachelier peut être excellent, ils se tortent de rire. » Ce que confirme Yannick Vallée, qui, outre des moyens, réclame en vain une réforme du système de gouvernance des facs : « On ne peut rien faire avant 2007, nous répond-on. Si cette réforme n'est pas une des priorités du futur président, c'est fichu pour l'université jusqu'en 2012 ! » Faites passer le message.

P. F.

(1) Sondage Ifop, décembre 2005.



Industrie

Les filières qui carburent

Avis à la jeunesse ! Le vaste secteur de la production manque de diplômés

« **A**vec l'industrie, mon aventure commence ! » C'est l'affriolant slogan choisi par le ministère de l'Industrie pour sa dernière campagne de séduction en direction des jeunes. Voilà des années, en effet, que le secteur dépense sans compter pour séduire lycéens et étudiants, qui font la fine bouche. « Faute de candidats, nous fermons une section de BTS industriel par an ! » déplore un prof de lycée. Le secteur souffre d'un déficit d'image : la caricature du travail à l'usine dans un environnement bruyant, salissant et offrant des rémunérations médiocres à la vie dure. Pourtant, ceux qui sautent le pas y trouvent largement leur compte. Charles Gentil, étudiant en dernière année dans une école d'ingénieurs, a adoré ses stages en usines : « C'est un univers spécial. Les techniciens passent du temps dans la poussière et le bruit, mais pas uniquement : ils marchent aussi sur de la moquette ! Quant aux ingénieurs, ils dirigent les projets et les hommes. »

Qu'on se le dise : dans l'industrie, de nos jours, on passe plus de temps les mains sur le clavier d'un ordinateur que dans le cambouis ! Le ministère déplore « plus de 20% d'offres d'emploi non satisfaites » : les techniciens et agents de maîtrise de l'industrie mécanique sont les plus recherchés. Viennent ensuite les spécialistes des activités de l'agroalimentaire, de la métallurgie et de la chimie.

Faut-il pour autant s'orienter fissa vers ces métiers ? Prudence ! Car sous nos latitudes l'industrie apparaît comme une activité fragile, à la merci des délocalisations. Plus inquiétant : selon l'Unedic, les effectifs salariés, après avoir stagné pendant dix ans, sont en chute libre depuis 2001... Face à ces signaux inquiétants, l'étudiant avisé doit donc bien choisir sa branche. Car si certaines activités comme le textile ou la métallurgie paraissent en mauvaise posture, d'autres comme l'agroalimentaire, la plasturgie ou la pharmacie continuent de créer des emplois.

Autre courant porteur : les services à l'industrie, qui se développent à grande vitesse – 2 millions de postes à ce jour ! Exemple : Segula Technologies, une firme francilienne, qui s'apprête à recruter 1 600 techniciens et ingénieurs cette année. L'année dernière, elle en avait déjà embauché 1 300, et Gérard Briare, le directeur du recrutement, annonce tranquillement que son entreprise « veut doubler ses effectifs dans les trois années à venir ». Un constructeur automobile a besoin d'une nouvelle portière ? Un avionneur, d'une pièce de réservoir ? Les petites mains de Segula Tech dessinent et modélisent des prototypes, testent des matériaux et estiment les coûts. On est loin

de Charlot dans « les Temps modernes » !

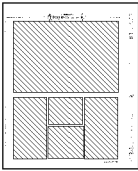
Mais rien n'y fait : en France, les métiers techniques ont mauvaise réputation. Ainsi le très décrié bac pro, qui offre pourtant de vrais débouchés. Primo, seulement 9% des bacheliers des spécialités industrielles sont inscrits au chômage pour une moyenne nationale qui s'établit à 16%... Deuzio, leurs rémunérations, elles, sont tout à fait honorables : 1 200 euros net mensuels en moyenne trois ans après avoir quitté l'école, selon le Céreq. Tertio, contrairement à un fantôme répandu, tous ne finissent pas ouvriers : un sur cinq occupe un poste de technicien. Notons enfin qu'ils sont de plus en plus nombreux à poursuivre des études supérieures.

Ainsi, après son bac pro en productique mécanique, Elodie a enchaîné un BTS et aujourd'hui elle participe à la mise au point de prototypes pour PSA et Renault.

Au niveau bac+2, les besoins sont criants. « Je n'hésite pas à parler de pénurie pour les BTS et DUT industriels, affirme Michel Nosrée, directeur d'une agence Manpower spécialisée dans l'ingénierie. Car les entreprises ont mal anticipé le départ en retraite des baby-boomers. » Place aux nouvelles générations ! Selon le Céreq, ils sont 81% à bénéficier ainsi d'un « accès rapide et durable à l'emploi », et trois ans après la fin de leurs études seuls 7% d'entre eux pointent au chômage... Un bémol : un gros tiers des BTS-DUT débute en intérim. « Nos diplômés trouvent du travail très rapidement, en moins de trois mois. Mais pas loin de la moitié passent par des missions », confirme Michel Dequatremare, responsable du DUT « génie industriel et maintenance » à Saint-Nazaire. Et les rémunérations des débutants restent très moyennes : 1 160 euros net à l'embauche.

Certaines spécialités toutefois font mieux que la moyenne. C'est le cas du DUT « génie mécanique et productique » et son alter ego, le BTS « conception de produits industriels ». Ces parchemins-là ouvrent les portes de bureaux d'études, gros

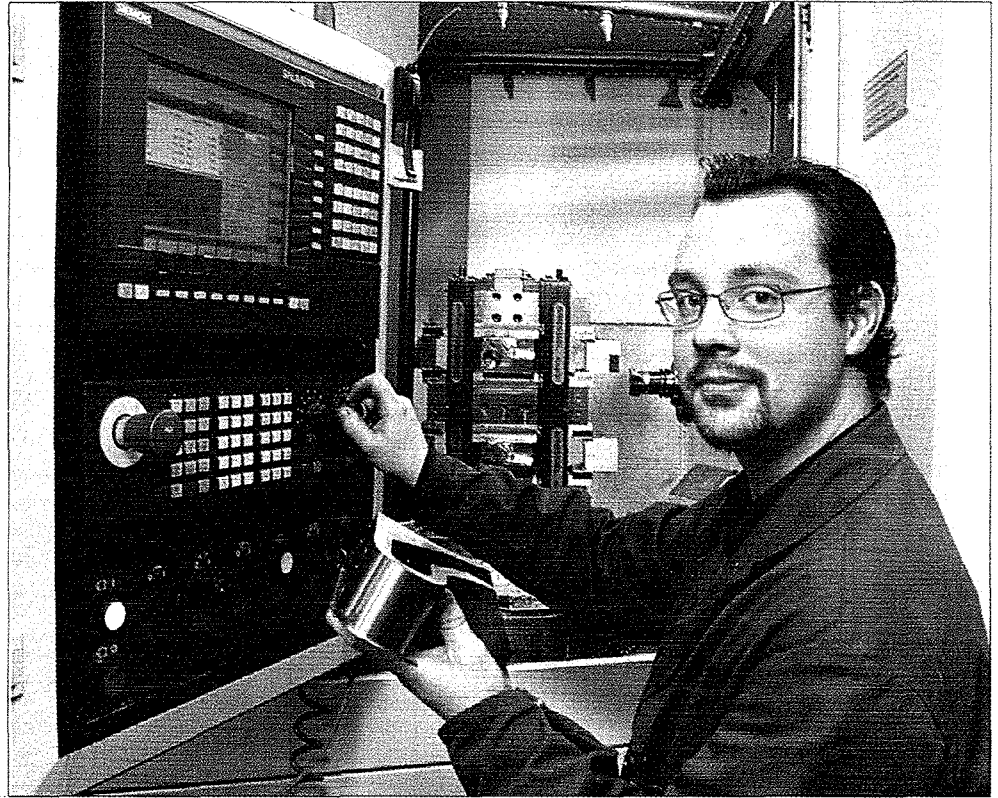




JÉRÔME LE ROUX, 23 ANS Usineur sculpteur

◆ Depuis qu'il est tout petit, Jérôme monte et démonte tout ce qui lui tombe sous la main. Il a d'abord rêvé d'automobile « *mais on ne démonte plus et on ne répare plus les moteurs. On fait des échanges standard* ». Et puis il a découvert l'usinage : fabriquer des pièces métalliques « *avec le plaisir de tailler dans la masse, comme pour une sculpture* ». BEP productique mécanique, bac pro, BTS, il enchaîne les diplômes avec une facilité qui l'étonne lui-même. « *Au collège, j'étais toujours dans les derniers. Mais dès que je suis arrivé en BEP, j'ai été porté par mon métier.* » Jérôme n'a pas eu à chercher du travail. Embauché pour ses compétences pointues avant la fin de son BTS productique mécanique par Guémené, un sous-traitant d'Airbus et du groupe PSA : « *Ils venaient d'acheter une machine très rare en France et ne trouvaient personne pour la faire fonctionner.* » G. B.

Rodolphe Mirics-Avdi



pourvoyeurs d'emplois. Autre spécialité porteuse : la maintenance. Plus les machines sont sophistiquées, plus il faut de pros pour prévenir les pannes et y remédier. Idem pour la logistique : mondialisation oblige, on n'a jamais autant transporté pièces et produits à travers le monde. Les usines tournent sans stock et en flux tendu. Les spécialistes capables d'orchestrer ce ballet complexe sont donc très recherchés.

Plus pointu, dans l'automobile on recherche désespérément des BTS « maintenance et après-vente » et des BTS « moteur à combustion interne » (sic !). « *Or il n'existe qu'une demi-douzaine de ces formations en France, d'où sortent chaque année 200 personnes quand le marché a besoin du double !* » assure Michel Nosrée. Evoquant une autre « rareté », le BTS « conception et réalisation de carrosseries », Gérard Briare en conclut que « *certains bac+5 qui ne trouvent pas de travail auraient mieux fait de choisir un bon BTS* » ! Mais attention : les évolutions salariales sont lentes. Car, pénurie ou non, « *les grilles des salaires industriels sont assez rigides, sauf dans certaines PME* », reconnaît Michel Nosrée. Après trois ans d'expérience, le salaire moyen ne décolle guère : 1 300 euros net mensuels. « *Et après un an, les techniciens peuvent prétendre à environ 1 600 ou 1 700 euros*

brut par mois », calcule Emmanuelle Garassino, responsable de l'Observatoire des Métiers du Leem (Les Entreprises du Médicament).

Côté cadres et ingénieurs, les feux sont également au vert. A l'université, les masters industriels de toutes spécialités (mécanique, informatique, productique...) se casent aisément, à l'égal des ingénieurs. Ils occupent d'ailleurs les mêmes fonctions, selon l'Apec (Association pour l'Emploi des Cadres), travaillant à plus de 50% dans les bureaux d'études, et en priorité dans les secteurs de la métallurgie, de la mécanique et de l'électronique.

Effectifs : 4 200 000

Salaires moyens net mensuels : 2 706 euros

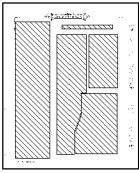
Taux de chômage : cadres 10%

techniciens : 4,5%



Malgré les délocalisations, les OPA hostiles et autres phénomènes inquiétants, l'industrie manque de bras, et cela pour plusieurs années encore. Si certains pans d'activité disparaissent, d'autres continuent à recruter et peinent à trouver des candidats.

que. Mais ils doivent compter avec la concurrence – redoutable – des jeunes ingénieurs, perçus, à tort ou à raison, par les recruteurs comme de meilleurs managers. « *On prend des ingénieurs, ce n'est pas rationnel. C'est presque un réflexe* », reconnaît Gérard Briare. Un a priori confirmé par les études du Céreq : ainsi, trois ans après être sortis de l'école, seulement 72% des bac+4 ou 5 issus des facs ont signé un CDI contre... 92% des ingénieurs. Idem côté salaires : deux ans de carrière permettent à un ingénieur industriel de toucher 31 000 euros brut annuels, soit 4 000 euros de plus qu'un master ! Seuls quelques secteurs échappent à la règle : « *Pour les spécialistes des achats, la fac a historiquement une longueur d'avance sur les écoles* », précise Michel Nosrée. Idem pour les pharmaciens, « *dotés de masters en marketing pharmaceutique ou en droit pharmaceutique, ils sont redoutables* », explique Emmanuelle Garassino. Les diplômés en biologie ou en biochimie tirent eux aussi leur épingle du jeu, à condition de suivre le bon cursus : masters professionnels en recherche clinique, contrôle qualité, par exemple. Ils permettent de prétendre à environ 2 600 euros brut par mois après un an d'ancienneté. « *Mais attention, prévient Emmanuelle Garassino, il faut dire et ré-*



péter que le master de recherche dans ces secteurs n'ouvre, lui, aucune porte. »

Quant aux ingénieurs, l'industrie a beau leur faire les yeux doux, ils préfèrent souvent aller voir ailleurs. L'École nationale supérieure en Génie des Systèmes industriels (ENSGSI) de Nancy en sait quelque chose : elle vient de transformer son nom en remplaçant « industriels » par « innovations ». « C'est vrai qu'il est difficile d'attirer des candidats avec une image trop "cambouis" », sourit Cécile Brice, chargée de la communication de l'école. Constat confirmé par Jean-Baptiste Dechaumont, ancien de cette école, rapidement devenu directeur général d'une entreprise de fonderie : « Je me souviens que nous étions cinq ou six dans ma promo à vraiment aimer la chaîne de production. » Les écoles cotées sont si nombreuses qu'il est impossible d'être exhaustif : les Arts et Métiers, les Mines (de Nancy, Douai, Saint-Etienne...), l'INP Grenoble, les écoles de l'INPL Nancy, ou encore les Insa (Lyon, Strasbourg)... Bref, on n'a que l'embaras du choix !

ARNAUD GONZAGUE

LES MEILLEURS DIPLÔMES

Bac+2 ou 3

- BTS « conception et industrialisation en microtechnique »
- DUT « mesure physique »
- DUT « métrologie et contrôle qualité »
- BTS « électronique et électrotechnique »
- BTS « bioanalyse et contrôle »
- BTS « biotechnologies »
- DUT « biochimie » ou « biologie »
- BTS « transport »
- DUT « génie logistique et transport »
- BTS « productive »
- BTS « maintenance et après-vente automobile »
- BTS « moteur à combustion interne » pour tester les moteurs
- BTS « contrôle industriel et régulation automatique »
- BTS « mécanique et automatismes industriels »
- DUT « maintenance des systèmes mécaniques automatisés »
- Licences professionnelles industrielles technico-commerciales.

Bac +4 ou 5 :

- Masters professionnels ou diplômes d'IUP en achat (notamment le Desma de Grenoble), productive, maintenance, marketing pharmaceutique, électronique, microélectronique, génie électrique, économie industrielle, automatismes et systèmes embarqués
- Ecoles d'ingénieurs : Arts et Métiers, Mines (de Nancy, Douai, Saint-Etienne...), INP Grenoble, INPL Nancy, Insa (Lyon, Strasbourg).

Et pourquoi pas l'artisanat ?

« Tu devrais faire plombier ! » C'est la boutade qu'on assène souvent aux étudiants en mal d'orientation. Feraient-ils donc aujourd'hui meilleur devenir artisan que sociologue ? Il n'est plus exceptionnel en tout cas de voir des déçus de l'université ouvrir un restaurant, une boutique, un atelier... L'artisanat – « premier employeur de France », comme le rappelle la pub corporative – cherche des talents... et ouvre des horizons ! Les créneaux les plus prometteurs ? La coiffure et la boulangerie-pâtisserie, qui connaissent une véritable pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Voilà deux secteurs où l'emploi est quasiment assuré. Et qui proposent des carrières évolutives, avec accès rapide aux responsabilités et même expatriation fructueuse !

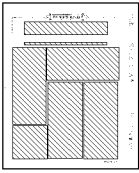
Passage obligé : le CAP. Il se prépare en principe en deux ans, mais des aménagements sont possibles pour les étudiants. Ensuite, pour s'installer à son compte, il faut décrocher un brevet professionnel, qui s'acquiert lui aussi en deux ans. Puis les jeunes boulangers se placent comme des petits pains. « Il y a une forte demande dans la fabrication. Et pour les postes d'organisation, d'encadrement, c'est carrément la pénurie ! », assure Gérard Brochoire, directeur de l'Institut national de la Boulangerie-Pâtisserie (INBP). « Sans compter les entreprises qui vendent du matériel ou des ingrédients en quête de technico-commerciaux. »

Côté frisettes, la Fédération nationale de la Coiffure française (FNCF) assure que la voie est dégagée : toute une génération de patrons de salons s'appêtent à prendre leur retraite. Certes, les rémunérations des débutants ne sont pas mirobolantes : 1 800 euros dans la coiffure, 2 000 euros pour un technico-commercial de la boulangerie. Mais voilà, une fois à son compte, après quelques années d'expérience, les indépendants de l'artisanat

peuvent gagner très correctement leur vie... Du coup, de plus en plus de bacheliers, mais aussi des BTS ou des jeunes venus de l'université, se lancent dans l'aventure. L'INBP a mis sur pied un cursus qui leur est spécialement destiné. Autre avantage : ces métiers s'exportent bien, notamment en Amérique du Nord et en Asie. La Californie, par exemple, raffole de nos pains et viennoiseries et s'arrache la *French touch* des coiffeurs, dont certains deviennent de vraies stars des ciseaux, payées à prix d'or. « On peut débiter comme salarié d'une chaîne française, comme Dessange dans les pays de l'Est ou en Asie, explique Pierre Martin, président de la FNCF. Et ensuite s'installer à son compte. » Mais attention, les boulangers que la Chine ferait rêver doivent s'adapter aux goûts locaux. « Les Chinois, par exemple, n'aiment pas la croûte ! », prévient Gérard Brochoire. Les mitrons devront sacrifier la baguette tradition et opter pour le pain à la vapeur !

Stéphanie Condis





BTP

Des formations en béton

Dans la brique et le mortier, les ingénieurs et les techniciens ne chômeront pas

« **Q**uand le bâtiment va, tout va. » Si l'adage se vérifiait à tous les coups, la France nagerait dans le bonheur ! Car la construction a en ce moment une forme olympique, la meilleure depuis vingt ans. La pénurie de logements donne de l'élan aux bétonneuses. Et les grands projets d'infrastructures n'ont jamais été aussi nombreux. « *Les carnets de commandes sont pleins en moyenne pour sept mois et demi, ce qui est énorme !* », se réjouit Bruno Dumas, de la Fédération française du Bâtiment (FFB).

Du coup, il semble que les jeunes abandonnent peu à peu leurs préjugés – l'image « boue et boucan » du chantier – pour s'engager de plus en plus dans cette voie prometteuse. « *Nous appelons ça l'effet viaduc de Millau*, explique Roselyne Dechampot, responsable de la communication de l'École spéciale des Travaux publics, du Bâtiment et de l'Industrie (ESTP), l'école d'ingénieurs la plus cotée du secteur. *Sa construction a eu un gros retentissement médiatique. Et un effet très clair sur le nombre de nos candidats, qui a augmenté de 25%.* » Nouvel attrait confirmé par la FFB : « *Nos centres de formation en apprentissage sont pleins !* »

Philippe, 27 ans, est l'un de ces nouveaux convertis : en classe prépa, il pensait travailler dans l'industrie automobile. « *Je n'avais pas pensé au BTP. Lors d'une conférence, quelqu'un est venu décrire les débouchés du secteur. Comme je me vois bien chef d'une petite entreprise, ça m'a convaincu.* » Philippe a donc commencé un IUP « génie civil » (bac+4) à l'université de Grenoble.

Effectifs : 340 000 salariés

Taux de chômage : **5%** (cadres) ; **7%** (techniciens)

Salaires moyens nets mensuels : **1 880 euros** (cadres débutants) ; **1 370 euros** (techniciens débutants)

↑ Coups de pouce gouvernementaux aidant, le BTP crée des emplois : **10 000 recrutements prévus en 2006**. De nombreux départs en retraite s'annoncent, mais attention, si l'immobilier plongeait, le secteur serait affecté.



ARMELLE DEVILLERS, 27 ANS Ingénieur d'études

◆ Architecte ? Armelle avait peur de « galérer ». Et pourquoi pas ingénieur dans le bâtiment ? Cap vers l'école d'ingénieurs de la Ville de Paris. Embauchée par une filiale d'Eiffage, Armelle s'épanouit. « *Je supervise des chantiers. J'aime participer à une œuvre collective.* »

G. B.

Une bonne stratégie. Car des besoins, il y en a : selon un sondage du ministère de l'Équipement, 77% des entreprises du bâtiment ont du mal à recruter, et 17% d'entre elles sont à la recherche de techniciens et de cadres.

Pourtant, depuis 1998, le secteur n'a pas été chiche en créations d'emplois : environ 25 000 postes par an, plus 135 000 postes en intérim. Et la tendance ne semble pas près de s'essouffler. « *Si l'on évoque les départs en retraite, cela présente un trou à combler de 75 000 postes par an !* » précise Bruno Dumas. Parmi eux, beaucoup d'ouvriers bien sûr, mais pas seulement : en 2004, selon l'Apec (Association pour l'Emploi des Cadres), le secteur recrutait plus de 8 000 cadres, dont 2 000 fraîchement diplômés. Cela semble peu. Mais c'est un métier où l'on devient plus aisément cadre qu'ailleurs avec un « simple » bac+2.

Quoi qu'il en soit, constate Anne Israël, responsable d'une agence Manpower spécialisée dans le BTP, les candidats ne se bousculent pas, « *il y a une pénurie de cadres et de techniciens.* » Où ? Principalement dans les fonctions de « conduite de travaux ». En clair : l'encadrement des chantiers. « *Avec deux profils à bac+2 qui tiennent le haut du pavé : les DUT génie civil et les BTS bâtiment* », note Anne Israël, qui précise le salaire d'embauche : environ 1 800 euros brut par mois. Les chantiers recherchent aussi fébrilement des ingénieurs : « *Près de la moitié de nos diplômés commencent sur les chantiers* », confirme Roselyne Dechampot, de l'ESTP. Les diplômés des écoles d'ingénieurs restent les chouchous du marché. Et les sortants (entre autres) de l'ESTP, des Arts et Métiers, des Ecoles centrales ou des

Insa ne risquent guère de fréquenter l'ANPE ! Il en est de même pour les sortants d'IUP « génie civil » qui se transforme progressivement en master. Ces pépinières de cadres permettent de débiter en moyenne à 2000 euros brut par mois. Pas exorbitant pour un marché guetté par la pénurie. « *C'est vrai, mais les salaires grimpent très vite avec l'expérience* », assure Anne Israël.

Mais il y a encore bien d'autres boulevards ! Le BTS « économie de la construction », par exemple, qui forme des économistes chargés de mesurer le coût des matériaux nécessaires à un chantier. Carton plein enfin pour le BTS « topographe », qui forme les dessinateurs de routes. On se les arrache. Il permet aussi de faire des relevés de terrain. Mais dans ce cas, on ne promet pas qu'il ne salit pas ses chaussures !

ARNAUD GONZAGUE

LES MEILLEURS DIPLÔMES

Bac+2

- BTS « aménagement-finition bâtiment », « économie de la construction », « géomètre », « topographe », « charpente couverture », « maintenance et après-vente des engins de travaux publics », « enveloppe du bâtiment ».
- DUT « génie civil »

Bac+5

- Ingénieurs en BTP
- Masters en génie civil (notamment IUP de Cergy-Pontoise, Grenoble, La Rochelle, Angers, Valenciennes)
- Programmes conjoints écoles d'ingénieurs-université. Exemple : DESS « matériaux bois » (INP Lorraine et Nancy-I).

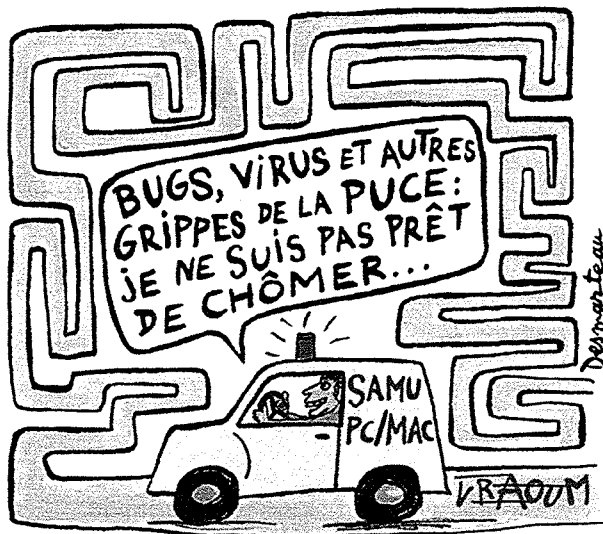
Informatique

Des étudiants, vite !

Le vaste monde des processeurs et des logiciels n'est pas réservé aux matheux

C'est reparti ! Cinq ans après la malencontreuse explosion de la bulle internet, les informaticiens sont de nouveau les professionnels les plus recherchés de France. Certes, le secteur est encore loin d'avoir renoué avec la frénésie des années 2000 – à l'époque les entreprises américaines démarchaient les profs français pour obtenir les coordonnées de leurs étudiants ! – mais les recrutements redémarrent à la vitesse de l'ADSL. C'est que du distributeur de billets au tableau de bord des autos, du téléphone à la photo, les puces n'en finissent pas de coloniser notre environnement. L'ordinateur trône dans tous les bureaux et dans la plupart des foyers. Et, bien sûr, pour fabriquer et faire fonctionner toutes ces merveilles, concevoir programmes et logiciels, on compte sur les informaticiens. Au début des années 1980, on en dénombrait 180 000 en France, aujourd'hui ils sont 500 000 ! Depuis dix ans, l'informatique est la spécialité qui recrute le plus de jeunes diplômés à bac+4 ou 5.

« Les entreprises ne viennent plus débaucher nos étudiants avant leur diplôme, mais elles les guettent à la sortie ! », résume Emmanuelle Perraud, responsable des relations avec les entreprises à l'Esigetel de Fontainebleau, une école d'ingénieurs. Le Syntec informatique, la chambre



professionnelle des SSII (sociétés de service informatique) affiche des statistiques qui donnent le tournis : 30 000 à 40 000 recrutements répertoriés en 2005. « Et nous en prévoyons au moins autant en 2006 », se réjouit Alain Donzeaud, son vice-président.

Signe de temps fastueux, les entreprises accueillent des diplômés de tous horizons sans faire la fine bouche. « On nous demande des bac+5 en informatique, point barre », confirme Karine Dulioust, spécialiste du secteur chez Adia. Les besoins sont tels que les diplômés en mathématiques, physique et même en chimie

sont aussi les bienvenus. Sans parler des non-scientifiques happés par le secteur (voir encadré).

Tout serait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes informatiques ? Presque. Car si l'emploi est bien au rendez-vous, il n'est pas toujours de tout repos : la grande majorité des jeunes débutent dans les rangs des SSII. Ces prestataires de services les envoient en mission chez leurs clients pour y installer des logiciels et réparer les bogues. A la clé, des horaires élastiques, des déplacements incessants et une bonne dose de stress...

« C'est aussi un métier solitaire, confie Julien, 23 ans, technicien dans une SSII qui officie en Bourgogne. Je fais 2 000 kilomètres par semaine sur les routes et je connais à peine mes collègues. »

« Tous nos diplômés ne sont pas ravis de commencer dans une SSII. Les conditions de travail sont plutôt pénibles et les salaires souvent plus bas qu'ailleurs, de 28 000 à 31 000 euros brut annuels, pourtant quelques années d'expérience dans ce type de poste ouvrent bien des portes », reconnaît un responsable d'école d'ingénieurs.

Les techniciens, titulaires d'un BTS « informatique de gestion » ou d'un DUT en informatique, sont tout aussi recherchés. En particulier les options réseau (gestion d'un parc d'ordinateurs) ou développement d'applications (écriture de programmes). La programmation, en revanche, attire moins de candidats. « C'est une spécialité particulièrement méticuleuse et assez matheuse », constate Anne Faugeras, responsable d'un BTS informatique à Aulnay-sous-Bois. En outre, les métiers de la programmation commencent à être délocalisés vers l'Inde ou le Maroc. « En 2005, cela

Effectifs : **500 000 salariés**

Salaire moyen net mensuel : **2 255**

Taux de chômage : **8%**



Très sensible aux variations de conjoncture, l'informatique connaîtra sans doute encore des hauts et des bas. Mais à long terme le secteur est porteur.



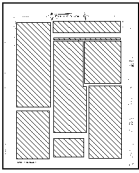
MAGALI HUSZAR, 25 ANS

Orfèvre de l'image

◆ Bachelière, Magali n'avait qu'une idée floue de son avenir, « des maths et de l'informatique », mais très précise de ce qu'elle ne voulait pas : la prépa. Ce fut donc la fac : un deug et un IUP en maths appliquées et informatique, puis un DESS devenu master « ingénierie de l'image et CAO ».

Son diplôme en poche, Magali a été embauchée comme ingénieur d'études par Gist, une société de services. « J'ai eu beaucoup de chance. Pour ma première mission, j'ai été chargée par un constructeur automobile de modéliser un moteur Diesel afin de trouver le calibrage idéal pour avoir le moins de gaz à l'échappement. J'ai vu naître ce projet. Aujourd'hui il est devenu très porteur car tous les constructeurs dans le monde sont confrontés à ce problème. »

A. G.



concernait seulement 3 000 à 5 000 postes », assure Alain Donzeaud. Mais à terme, la tendance devrait, hélas, se confirmer...

Pour l'instant, les recruteurs ne reprochent qu'une chose aux bac+2 : leur rareté ! « Ils préfèrent souvent poursuivre leurs études, surtout les DUT », souligne Caroline Rigaud, directrice du recrutement chez Accenture. On les comprend : pour faire carrière dans un secteur qui compte 60% de cadres, ils ont tout intérêt à pousser jusqu'à la licence (bac+3) ou mieux, jusqu'au master (bac+5). A la clé, des rémunérations plus attractives : 30 000 euros brut mensuels pour un ingénieur, 26 400 pour un titulaire de master et 18 000 euros brut pour un technicien (bac+2)...

Une spécialité gagnante ? Le master en informatique industrielle. Dans nos usines de plus en plus automatisées, on est très friand de ces experts de la programmation. Ainsi, Guillaume Thiénot, qui, à peine sorti de son master, a été recruté par Sony pour créer un logiciel destiné à contrôler la qualité des bandes magnétiques. Un métier qui lui va à ravir. « C'est un travail totalement différent de celui de l'informatique de gestion, explique-t-il. Il faut être plus logique, plus méthodique, réfléchir différemment. » Autre piste pour ceux qui rêvent de voler de leurs propres ailes : le dépannage des particuliers. Avec la généralisation des connexions internet à haut débit dans les foyers, les consommateurs s'arrachent les cheveux. Face aux technologies rebelles, ils ont besoin de renfort, d'assistance, voire de secours. Les PME spécialisées sont là pour ça. En un tournemain (ou presque !) leurs techniciens remettent en état de marche le décodeur, le modem ADSL et la borne Wifi... Et dans ce domaine, pas de risques de délocalisation !

ARNAUD GONZAGUE

LES MEILLEURS DIPLÔMES

Bac+2 ou 3

- BTS « informatique de gestion »
- DUT « informatique »
- DUT « statistique et traitement informatique des données »
- Licences professionnelles (« automatique et informatique industrielle », « mécatronique », « électronique et informatique », « génie logiciel », « systèmes informatiques et logiciels »...).

Bac+5

- Ecoles d'ingénieurs (notamment l'ENST Bretagne, Supélec, l'Insa Lyon, l'Ensi Caen, l'Esiec Paris et l'ECE Paris)
- Master Miage (« méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises »)
- Masters en informatique industrielle et productique, génie logiciel, informatique de gestion, informatique appliquée à la finance et à l'assurance.

Commerce, vente L'avenir des marchands

Des dizaines de cursus pour valoriser votre « sens des affaires »

Ames amis, je dis que je suis vendeur de yaourts, mais c'est pour rigoler. » Ceux qui rient ont tort. Car, à 24 ans, Bruno Ruffié, « chef de marché » de la division Danone produits frais, était déjà responsable d'un portefeuille de 50 supermarchés lyonnais, encadrait une équipe de 10 personnes et gérait un chiffre d'affaires de 15 millions d'euros. Et trois ans après son entrée chez ce poids lourd de l'agroalimentaire, les chasseurs de têtes essaient de le débaucher.

Quand on a la « fibre » commerciale et un bon diplôme, on peut se payer le luxe de choisir son employeur ! En 2005, la demande des entreprises pour les fonctions commerciales était en progression de 27%, d'après l'Agence pour l'Emploi des Cadres. « Je n'ai pas de quota "jeunes diplômés". Si dix bons profils de commerciaux se présentent dans le mois, je les recrute tous, bac+2 ou bac+5, en regardant surtout les stages de terrain », confirme Marie-Aude Goumot, inspecteur au développement des ressources humaines d'AGF, qui soupire : « Le métier est très exigeant, il faut savoir repartir de zéro chaque mois, puisque nos conseillers sont rémunérés à la commission, avoir de la rigueur, de l'analyse, le sens du contact, une grande intégrité. »

Technico-commercial, chef de produit, attaché commercial, responsable d'enseigne, chef de rayon, vendeur de rayon, conseiller clientèle : le métier recouvre mille réalités. « Oubliez le représentant des années 1980 avec son argumentaire appris par cœur et son carnet de commandes. Les produits et services sont de plus en plus complexes, vendre est devenu une fonction stratégique qui intègre de l'analyse marketing, explique Jean-Louis Scaringella, directeur de l'ESCP-EAP, soucieux de redorer le blason de la vente. La maîtrise d'internet, une

Effectifs : 2 400 000 salariés
Salaire moyen net mensuel : 2 691
Taux de chômage : 15%



Les vendeurs, réclamés sur tous les fronts – de la grande distribution au télémarketing –, ont le vent en poupe.



spécialisation en business to business ou des compétences linguistiques sont des atouts. » Un discours nouveau : en France, les écoles supérieures de commerce devenues des Business Schools valorisent surtout le management, la finance, le marketing...

Dans le domaine de la vente, l'innovation pédagogique paie. Et certains diplômés encore peu connus du grand public ont déjà acquis une solide réputation sur le marché. Exemples : Negosup, délivré par Négocia, école de la chambre de commerce de Paris, et le master vente de l'IAE de Lyon. Une formation en alternance dont les cinq premières promotions rencontrent un franc succès.

LISA TELFIZIAN

LES MEILLEURS DIPLÔMES

Bac+2 ou 3

- BTS « management des unités commerciales », « commerce international », « technico-commercial », « négociation et relation client ».
- DUT de « techniques de commercialisation »
- Licences professionnelles « commerce et distribution » (Distech), « commerce électronique », « acheteur industriel ».

Bac+4 ou 5

- Ecoles de commerce
- Masters professionnels « achat commerce et distribution », « commerce et vente », « distribution », « commerce international ».

Santé

Soigner sa spécialité

Médecins, infirmiers, sages-femmes : le nombre de places offertes augmente

D'abord ce chiffre : en 2008, un Français sur cinq aura plus de 70 ans... A elle seule, cette statistique donne la mesure de nos besoins vertigineux en matière de santé. Mais, à vertige, vertige et demi : celui du trou de la Sécu donne depuis longtemps le tournis à nos gouvernants. Partant de ce principe, jusqu'ici toujours vérifié, que plus il y a de prescripteurs, plus il y a de prescriptions, le ministère de la Santé a longtemps maintenu au plus bas les entrées dans la profession. Résultat : les hôpitaux s'arrachent anesthésistes réanimateurs, chirurgiens, pédiatres... Et dans certaines villes, il faut parfois patienter huit mois avant d'obtenir un rendez-vous chez un ophtalmo. Voilà pourquoi, malgré ses réticences budgétaires, le ministère s'est résolu à desserrer l'étouffement, en augmentant le fameux *numerus clausus* qui restreint le nombre de places ouvertes aux différents concours.

Avec 7 000 places autorisées en deuxième année de médecine, c'est le moment ou jamais de se lancer !

Mais attention, la bonne nouvelle n'a échappé à personne. Depuis trois ans, le nombre d'inscrits en première année a bondi de plus de 50%. Certains amphes sont désormais de véritables Cocotte-Minute. Gare aux désillusions : « *Les terminales se disent que ça va être plus facile parce qu'il y a plus de places. Mais la première année reste très difficile. Pour réussir, il ne suffit pas d'être bon, il faut être parmi les meilleurs* », souligne Marion Porcher, étudiante à Marseille en quatrième année de médecine. Bac scientifique indispensable, mention vivement recommandée... Seuls 23% des étudiants parviendront en deuxième année de médecine, dentaire ou sage-femme. Pour augmenter leurs chances, beaucoup ont désormais recours à une prépa privée (prévoir jusqu'à 3 000 euros de frais d'inscription) ou au tutorat (gratuit ou presque !) assuré par des élèves de deuxième et de troisième année.

A noter : le taux de réussite varie selon les universités. Ainsi, en 2004-2005, on a deux fois plus de chances de décrocher la timbale à



Besançon qu'à Aix-Marseille. Mais aussi l'air est nettement plus respirable dans les amphes de pharma, où un étudiant sur trois réussit le concours, avec à la sortie de belles perspectives de carrière, notamment dans l'industrie pharmaceutique.

Si la pénurie de médecins est réelle, elle atteint des sommets pour les infirmières. Au printemps dernier, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris enregistrait un déficit de 1 200 professionnelles. Au point de lancer des campagnes de recrutement par des flashs publicitaires sur les radios nationales... Pour étoffer les effectifs, le ministère de la Santé a

**Effectifs : 300 000 médecins,
430 000 infirmières et infirmiers**
Taux de chômage : NS
Recrutements en 2006 : **13 000 médecins,
30 000 infirmières et infirmiers**

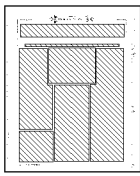
↑ La pénurie est telle dans certaines professions que les collectivités locales et les hôpitaux se sont lancés dans une vaste opération de séduction pour gonfler leurs effectifs.

doublé le nombre de places offertes dans les instituts de formation en soins infirmiers, rendant le concours plus accessible. Aujourd'hui, le taux de réussite, variable selon chaque institut, tourne autour de 25%. Pour réussir, un bac scientifique n'est pas indispensable. La vocation, en revanche, n'est pas facultative. « *Ce sont des métiers de passion. A l'hôpital, on travaille le samedi, le dimanche, la nuit, les jours fériés, pour un salaire qui va de 1 400 à 2 100 euros* », souligne Sylvie Van den Berghe, présidente de l'Union interprofessionnelle des Associations de Rééducateurs et Médico-techniques (Uiparm).

Du côté des kinés, les débouchés demeurent faibles et le taux de réussite au concours plafonne toujours à 5%. Malgré des revenus peu attractifs (surtout dans le public), le métier attire de nombreux étudiants qui font d'abord une prépa ou s'exilent en Belgique où la profession n'est pas soumise à un *numerus clausus*. Outre-Quiévrain, 78% des étudiants en kiné sont français ! Mais le filon pourrait bien se tarir : le gouvernement belge souhaite limiter le nombre d'étudiants étrangers.

Dans le secteur public, on recrute d'autres spécialistes de la rééducation : « *Des ergothérapeutes et des psychomotriciens qui eux n'exercent pas en libéral* », explique Sylvie Van den Berghe. Attention, les effectifs de ces professions régencées et soumises à un *numerus clausus* restent encore très modestes. A découvrir également certains métiers de l'appareillage : audioprothésistes, orthoprothésistes. « *Mais ce sont des métiers très manuels qui impliquent un bon contact avec les patients handicapés* », prévient Læticia Chiarelli, secrétaire générale de l'Union française des Orthoprothésistes. Autre bémol : ces spécialités sont guettées par la délocalisation. Déjà la plupart des prothèses dentaires ne sont plus fabriquées en France.

Bien que porteurs, les métiers de la santé ne sont pas épargnés par le chômage. Les techniciens de laboratoire peinent à trouver un emploi stable et 20% des diététiciens pointent à l'ANPE ! A cela une raison simple : l'accès à ces deux professions n'est pas limité par un *numerus clausus*. **GWÉNAËLLE BARZIC**



Banque, assurances, audit

Les financiers touchent le jackpot

Les armadas de la finance et du conseil se reconstituent : des milliers de postes à pourvoir

Ils apparaissent comme les grands gagnants de la mondialisation, jonglent avec des milliards et empochent des millions. Gloire et fortune aux financiers ! A Wall Street comme à la City, leurs rémunérations s'envolent : de +15 à +20% l'an dernier. Mais les Frenchies ne sont pas en reste. Selon une étude menée par le Centre d'Etudes de l'Emploi auprès de trois grandes banques françaises, en une vingtaine d'années les dix plus gros salaires de la Société générale et de Paribas sont passés d'une moyenne de 230 000 euros à 4 millions d'euros ! Et, surprise, ces nouveaux millionnaires ne sont pas les grands patrons mais les chefs d'équipe dans les salles de marché sur lesquels repose la lourde responsabilité d'engranger des profits...

Ainsi, pas encore *golden boys* mais déjà bien partis, Mayeul (diplômé de l'Essec) et Arnaud (ESCP-EAP) font partie des jeunes pros les mieux payés de la promotion 2004. Analystes en fusions-acquisitions, Mayeul officie à Londres dans une banque d'affaires américaine, et Arnaud à Paris, à la banque Lazard. Bonus compris, leur salaire oscille entre 80 000 et 100 000 euros brut annuel. Et l'un comme l'autre sont régulièrement courtisés par les recruteurs professionnels. « Il m'arrive de recevoir jusqu'à trois ou quatre appels de chasseurs de têtes par semaine ! », s'exclame Mayeul.

Les débutants qualifiés ne décrochent pas tous le jackpot. Mais dans l'ensemble, ils sont bien lotis. Car si la généralisation des distributeurs automatiques et le décollage des transactions en ligne sur internet ont détruit des postes



d'employés, les cadres, eux, ont toujours le vent en poupe. Et cette tendance devrait s'amplifier avec les départs à la retraite de la génération du baby-boom : un tiers des cadres du secteur ont plus de 50 ans. « D'ici à 2014, 1 200 cadres vont partir à la retraite, soit près d'un quart de nos effectifs », précise ainsi Philippe Dilasser, directeur des ressources humaines et de la formation du groupe Arkéa (Crédit mutuel).

Certes, les cadres expérimentés restent les plus convoités, mais la part des jeunes diplômés ne cesse de progresser. Et si les moins de 25 ans ne représentaient que 5% des effectifs en 2001, ce taux devrait passer à 23% en 2010 selon la Fédération bancaire française. Plus surprenant encore : les candidats les plus diplômés ne sont pas forcément les plus recherchés. Ceux qui ont suivi une formation de niveau bac+2 ou 3 représentent à eux seuls plus de la moitié des embauches.

À bac+5, les formations se sont multipliées ces dernières années. En bonne place dans les plans de recrutement, on retrouve, bien sûr, les écoles de commerce et d'ingénieurs. Mais l'université et ses masters professionnels en gestion, comptabilité ou audit permet d'accéder à de belles carrières de chef d'agence ou de gestionnaire de patrimoine.

Dans les grandes entreprises du secteur, les jeunes issus des filières courtes peuvent progresser. « Un bac+2 n'est pas limité dans son évolution professionnelle. S'il est performant, la formation interne lui donnera de belles perspectives de carrière », assure Bénédicte Monneron, responsable du recrutement BNP Paribas. Pour preuve, le parcours d'Abdelaziz, titulaire du

BTS « force de vente ». Débarqué fin 2001 comme intérimaire à l'accueil des clients, cet « excellent élément » est vite devenu guichetier et occupe depuis un an un poste de conseiller clientèle.

Des diplômés qui ont décidément bien de la chance, puisqu'ils sont recherchés par les compagnies d'assurances, elles aussi confrontées à la recrudescence des départs à la retraite. Conséquence : 10 000 embauches chaque année, dont près de 3 000 cadres. Les profils les plus recherchés ? Les commerciaux et les gestionnaires de contrats. Notons enfin que les grands cabinets d'audit et de conseil, de nouveau en plein boom, recrutent

également à tour de bras. « Nous embauchons environ 850 personnes par an, dont 85% de jeunes diplômés », précise Véronique Ménard, directrice de la stratégie des ressources humaines chez Ernst & Young. Accenture annonce de son côté 1 000 recrutements et Altran, numéro un mondial du conseil en innovation, recherche cette année 2 000 collaborateurs, dont 70% de jeunes diplômés. La chasse est ouverte...

FANNY WEIERSMÜLLER

LES MEILLEURS DIPLÔMES

Bac+2 ou 3

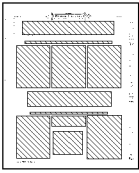
- BTS commerciaux (« négociation et relation client », « management des unités commerciales »...)
- BTS « banque »
- Licences professionnelles « bancassurance », « assurance banque finance », « conseiller de clientèle ».

Bac+4 ou 5

- Master professionnel « ingénierie financière » (notamment Paris-I, Toulouse-I)
- Master professionnel « salle de marché » (notamment Paris-Dauphine et Lyon-III)
- Master professionnel « gestion de patrimoine » (notamment Clermont-Ferrand-I)
- Magistère « banque-finance » (notamment Paris-II)
- Masters professionnels « banque », « finance », « assurance », « conseil et audit », « comptabilité », « contrôle et audit »
- Ecoles de commerce ou d'ingénieurs avec une spécialisation en finance.

Effectifs : 600 000 salariés
Taux de chômage : 3% (techniciens et cadres)
Salaire moyen net mensuel cadres : 2 725 euros

↑ Les départs à la retraite de la génération du baby-boom provoquent un fort appel de jeunes diplômés conforté par les bonnes perspectives du secteur.



Fonction publique

Appel d'air dans les régions

Trop de candidats aux concours. Mais un renouvellement de génération s'annonce

Fonctionnaire ? Il n'y a pas d'âge pour le devenir ! Depuis le 1^{er} novembre, les concours ne fixent plus d'âge limite, à quelques exceptions près (pompiers, policiers, BNA). Du coup, le nombre de postulants va encore s'envoler... « Il avait déjà explosé, comme à chaque fois que le chômage progresse », relève Marc-Antoine Estrade, chargé de mission au Centre d'Analyse stratégique, ex-Commissariat général du Plan. Ainsi, en 2003 (derniers chiffres disponibles), on comptait déjà trente candidats au concours de niveau A (accessible à partir de bac+3) pour une place ! Et quand le métier est plus emblématique, c'est la foire d'empoigne. Taux de réussite au concours des commissaires de police : 2,5%. A celui des inspecteurs du Trésor : 5%. A celui des fonctionnaires européens : 1% !

Les candidats des filières scientifiques ont le

plus de chances de triompher : ils sont 23% à réussir le concours de contrôleur aérien et 20% celui d'inspecteur des impôts.

Les aspirants à une carrière publique se consolent en considérant que de nombreux départs à la retraite s'annoncent. Rigueur budgétaire oblige, tous les postes ne seront pas maintenus, mais il y aura forcément un appel d'air. Surtout dans les collectivités territoriales, où la moyenne d'âge est très élevée. Chez les cadres, l'essentiel des postes concerne les attachés territoriaux, qui élaborent et appliquent les politiques des élus locaux. Ils sont formés dans les Instituts régionaux d'Administration (IRA) : un candidat sur six parvient à y entrer. Et il ne suffit pas d'être une « bête à concours ». Après les écrits, les épreuves orales testent aussi la motivation des candidats. « Ce sont de véritables entrepreneurs d'embauche », affirme le membre d'un jury. Parfois, les jurés sont briefés par des chasseurs

de têtes. » Mais les heureux élus doivent eux-mêmes trouver leurs postes et démarcher les collectivités locales pour « se vendre », explique Jean Petaux, de Sciences-Po Bordeaux : « Il faut convaincre qu'on n'est pas juste là par absence de débouchés dans le privé ! Et montrer qu'on peut assumer des responsabilités. »

STÉPHANIE CONDIS

LES MEILLEURS DIPLÔMES

Bac+3

- Licence en droit ou en économie, puis Ipag (Institut de Préparation à l'Administration générale) à l'université, ou CPAG (Centre de Préparation à l'Administration générale) dans un IEP (Institut d'Études politiques).

Bac+5

- Diplômes d'IEP, notamment Paris, Bordeaux, Strasbourg, Lille et Aix-en-Provence.

Hôtellerie, restauration

Les employeurs ont faim

Hôtels et restaurants manquent de bras. Le début d'une grande carrière ?

« **O**ui, Chef ! », l'émission de télé-réalité tournée dans les coulisses d'un restaurant, a battu des records d'audience sur M6. Mais dans la vraie vie, les candidats aux fourneaux ne sont pas légion : année après année, les syndicats professionnels de l'hôtellerie-restauration clament qu'il leur manque 60 000 collaborateurs. La profession éprouve plus de difficultés encore à fidéliser ses troupes : on jette facilement son tablier et le turn-over atteint des sommets. « On travaille quand d'autres s'amusent les dimanches et jours fériés », concède Francis Attrazic, vice-président de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie.

Côté diplômes, dans les cuisines, le CAP-BEP reste un sésame. En salle ou à l'accueil, on débute avec un bac+2 – le BTS « hôtellerie-restauration » –, avec en ligne de mire, après quel-

ques années, l'accès à un poste d'encadrement. Autre possibilité, se lancer après un master ou une école de commerce, comme Maxime Simonneau, qui, après un master « technique de production en restauration » de

Effectifs : 800 000 salariés

Taux de chômage : 19% (employés et agents de maîtrise)

Salaires moyens nets mensuels : 1 030 euros (cuisinier) - 1 982 euros

(patron d'hôtel ou de restaurant)



Tant que la France restera l'une des premières destinations touristiques au monde, l'hôtellerie-restauration aura besoin de troupes.

Paris-XI, a décroché un poste d'assistant au directeur de la restauration dans un palace parisien. Pour lui, « pas de routine ». Et des journées de douze heures. Payé au pourcentage d'occupation de l'hôtel, son salaire varie entre 1 500 et 2 000 euros brut mensuels. Nec plus ultra, le MBA hôtelier de l'Essec pour ceux qui visent des postes de très haut niveau à l'international.

FANNY WEIERSMULLER

LES MEILLEURS DIPLÔMES

Bac+2 ou 3

- BTS « hôtellerie-restauration »
- Licences professionnelles.

Bac+4 ou 5

- Masters « management hôtelier », « hôtellerie-restauration », « ingénierie du tourisme », « management hôtelier international »
- Magistère en tourisme (université d'Angers).

Droit

Les lois du métier

Décrocher sa licence ne suffit plus, il faut aussi viser juste : business, notariat... ou droit de l'espace

On le sait bien, ces temps-ci, les contentieux abondent, les actions en justice se multiplient, les tribunaux ne désemplissent pas. Chacun a un procès sous le coude... De quoi rassurer, en principe, les nombreux étudiants qui ont choisi de « faire leur droit ». A la dernière rentrée, les facultés ont accueilli 179 000 étudiants (dont 33 000 en première année), tous désireux de décrocher un diplôme bac+4 ou 5, niveau minimum pour accéder aux principaux métiers juridiques. Mais à la sortie de ce parcours du combattant les écarts sont spectaculaires : pour certains, le prestige de la magistrature ou les carrières rémunératrices des avocats d'affaires (environ 38 000 euros brut par an après trois ans d'expérience) ; pour les autres, la galère des jeunes avocats de proximité ou les lendemains qui déchantent des recalés aux concours (magistrature, police, fonctions administratives...).

A l'Ecole de Formation du Barreau de Paris, qui accueille les futurs avocats parisiens, la dernière promo n'a guère le moral : elle juge le marché difficile ou saturé. Certes, en moins de dix ans, le nombre d'avocats est passé de 32 000 à 43 000. Mais on en compte plus de 129 000 en Italie et 120 000 en Allemagne et au Royaume-Uni. « Je trouve les étudiants exagérément pessimistes », nuance Gérard Nicolay, avocat à la cour et directeur de l'école. *Certains avocats, mal adaptés au marché actuel, tournent au smic. Mais la nouvelle génération est bien formée, ouverte à l'international.* Le Céreq (Centre d'Etudes et de Recherche sur les Qualifications) note d'ailleurs une amélioration du sort des juristes. « Il y a une nette reprise d'activité, tant pour les cabinets d'avocats que pour les entreprises », souligne Arnaud de Bonneville, au département juridique et fiscal de Michael Page.

Pour tirer son épingle du jeu, il faut cumu-

Effectifs : **52 000 salariés**
Salaire moyen net mensuel : **NC**
Taux de chômage : **NC**

↑ Secteur en expansion, porté par la vague de « judiciarisation » de la société.



la moyenne se situe à 21 500 euros. En revanche, gare aux fausses bonnes idées, comme le droit de la propriété intellectuelle : « Avec 300 à 400 diplômés qui arrivent chaque année sur le marché, il y a surpopulation ! » prévient Yves Reboul, directeur général du Centre d'Etudes internationales de la Propriété industrielle (Ceipi).

A bac+2, certains tentent leur chance avec le DUT « carrière juridique », qui forme des assistants dans les services contentieux ou ressources humaines, ou bien dans les études de notaires et d'huissiers pour des salaires tournant autour de 1 200 euros net mensuels. « Nos diplômés sont très recherchés par les banques et les assurances », assure Tania Einaudi, la responsable de ce DUT à Laon. Mais il n'existe que 8 formations de ce type en France. Résultat : 650 candidats pour 180 places à Lyon, 500 candidats pour 150 places à Laon... Les recalés peuvent toujours passer par la voie professionnelle. Le corps des notaires vieillit et doit penser à la relève. Compte tenu de l'augmentation de la population dans certaines régions comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur, les études sont trop peu nombreuses. Avis aux amateurs : il y a des places à prendre au soleil.

FANNY WEIERSMULLER

LES MEILLEURS DIPLÔMES

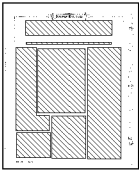
Bac+2 ou 3

- DUT « carrières juridiques »
- Licence professionnelle « activité notariale », université de Caen
- Licence professionnelle « droit et gestion immobilier », Lyon-III

Bac+4 ou 5

- Master de droit binational, Paris-I et Paris-X
- Masters professionnels en droit social, droit du travail, Paris-II
- Master en droit immobilier, Paris-I, Paris-II, Lyon-III
- Master en droit de l'urbanisme et construction, Poitiers
- Diplôme de juriste conseil d'entreprise (dans 11 universités)
- Magistère de juriste d'affaires
- Master en droit des affaires
- Master en fiscalité
- MAE (master en administration des entreprises)
- Master en droit notarial.

ler les compétences (droit et école de commerce par exemple), envisager une année d'études à l'étranger, décrocher un Master of Law (LLM) aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne ou le très prisé master « droit des activités spatiales et des télécommunications » de Paris-Sud, à ce jour unique en Europe. Il faut aussi miser sur un bon créneau, la fiscalité, le droit immobilier ou encore le droit social, comme Sophie Marin, diplômée du master « droit et pratique des relations de travail » à Paris-II et courtisée par les chasseurs de têtes dès la fin de ses études ! Elle est aujourd'hui juriste en droit social au département ressources humaines de TF1, avec un salaire qui oscille entre 30 000 et 34 000 euros par an, quand la



Administration, comptabilité, secrétariat L'anglais fait la différence

Si les secrétaires ont du mal à débiter, les entreprises s'arrachent les comptables

Elles sont « chassées », à l'instar de la fine fleur des managers. Ce sont des assistantes de direction haut de gamme, irremplaçables bras droits des PDG. « Certains patrons n'hésitent pas à mettre le prix pour les trouver », explique Françoise Pouget, de Seref Consultants, un cabinet de chasseurs de têtes. Et puis, à mille lieues de ce corps d'élite, il y a la cohorte des 800 000 secrétaires ou assistantes, souvent surqualifiées et mal rémunérées.

La concurrence est rude. Au grand bal des débutantes, les candidates jouent des coudes. « Les jeunes filles se focalisent sur une poignée de professions emblématiques. Alors que les garçons visent un bien plus grand nombre de métiers », explique la sociologue Dominique Epiphane. Fin 2005, le taux de chômage atteignait 32% pour les secrétaires de direction et 19% pour les assistantes « classiques ». Faut-il en conclure que le secrétariat est une voie sans issue ? Non, car nombre de demandeurs d'emploi postulent à ces fonctions sans qualification particulière. Pour faire la différence sur le marché, les titulaires d'un BTS doivent posséder une bonne expérience professionnelle (via

Effectifs : (secrétariat) **780 000 salariés**
(comptabilité) **740 000 salariés**
Salaire moyen net mensuel : **1 220 euros**
Taux de chômage : **19% à 32%** (secrétariat),
9% (comptabilité)

↑ Secrétaires et comptables sont à l'abri des délocalisations. Recrutements en vue dans les prochaines années.



l'apprentissage) et maîtriser l'anglais. Ils peuvent alors briguer des postes où la demande existe : assistant(e) commercial(e), assistant(e) polyvalent(e) d'une équipe ou encore assistant(e) technique, très recherché(e), en particulier dans le BTP. Avec des salaires décentes : l'assistant(e) commercial(e) débute à 1 500 euros brut par mois, selon l'agence d'intérim Office Team.

Les départements des ressources humaines sont eux aussi submergés de candidatures : plus que jamais il faut recruter, licencier, motiver, former, gérer les carrières, les départs en retraite tout en jonglant avec des dispositifs juridiques de plus en plus complexes. « Forcément, ceux qui ont des compétences en droit ou qui savent gérer les paies s'en sortent mieux », prévient Florence Paul, responsable du pôle recrutement des cadres chez Plus Intérim. Un diplôme de niveau bac+5 est requis. L'idéal ?

Passer par Sciences-Po ou une école de commerce, puis se spécialiser ou bien décrocher une maîtrise en psychologie ou en droit et terminer par un master professionnel. Certaines formations font un tabac, comme le Ciffop de Paris-II, très sélectif (5% de reçus).

Et les comptables, alors ? C'est bien simple, les entreprises se les arrachent. Elles doivent faire face à l'application des nouvelles normes comptables internationales et à d'importants départs à la retraite. Si bien que les jeunes diplômés en profitent. Après un BTS, ils peuvent débiter, par exemple, à la gestion des factures, et avoir quelques années plus tard un diplôme d'expert-comptable en poche. « Pour faire la différence, rien de tel que l'alternance en entreprise », précise Vincent Richard, du cabinet de recrutement Hays. Autre atout maître : l'anglais. Florence Paul n'hésite pas à parler de pénurie : « Or l'anglais est indispensable pour communiquer avec les filiales, les fournisseurs ou les clients étrangers. » Le langage des chiffres a beau être universel, il n'est plus suffisant face à la mondialisation ! **STÉPHANIE CONDIS**

LES MEILLEURS DIPLÔMES

Bac+2

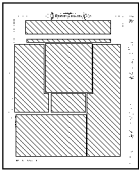
- BTS de secrétariat, notamment « assistant de gestion PME-PMI », « assistant de direction »
- BTS ou DUT en vente, commerce
- DUT « gestion des entreprises et des administrations », option finance-comptabilité
- BTS « comptabilité et gestion des organisations »
- DPECF (diplôme préparatoire aux études comptables et financières).

Bac+3 ou 4

- DECF (diplôme d'études comptables et financières)
- DESCF (diplôme d'études supérieures comptables et financières).

Bac+5

- DEC (diplôme d'expert-comptable)
- Masters professionnels en ressources humaines
- Diplôme d'IEP (Institut d'Etudes politiques) ou d'école de commerce.



Enseignement, recherche

La stratégie des concours

De la maternelle à l'université, plus de 20 000 postes à prendre chaque année

Métier de rêve ou métier de chien ? Allez savoir... De l'institut vedette du documentaire « Etre et Avoir » aux profs malmenés dans les lycées de ZEP, le professorat collectionne les clichés. Les intéressés eux-mêmes, quand on les interroge, jouent à « je t'aime moi non plus ». Une écrasante majorité d'entre eux se déclarent « très » ou « assez satisfaits » de la profession... mais la trouvent de plus en plus difficile à exercer ! Attention en tout cas aux erreurs de casting et aux malentendus. Selon un récent sondage de l'Education nationale, la motivation numéro un des profs est d'« enseigner la discipline » qui les passionne. Seulement 49% des interrogés invoquent la recherche du « contact avec les élèves ». « Malheureusement, rien ne permet de savoir si l'on est un bon pédagogue avant d'exercer », explique Marc, professeur dans un collège parisien. Effectivement, les concours menant au professorat ne sélectionnent les candidats que sur leurs connaissances académiques : aucune épreuve ne juge des qualités humaines. « Le meilleur moyen pour savoir si l'on a ou non l'étoffe, c'est encore de faire un stage d'observation », conseille donc Pierre-Yves Duwoye, directeur des personnels enseignants au ministère.



Une chose est certaine en tout cas, il y a des places à prendre : 20 000 postes en 2006, de la maternelle au lycée. C'est moins que voici quelques années, mais c'est encore beaucoup. « Le nombre de postes est décidé chaque année sur la base d'un calcul mêlant les départs en retraite, la démographie scolaire et les choix budgétaires », explique Pierre-Yves Duwoye. Ainsi, en 2006, les écoles auront 5 300 postes de moins

qu'en 2005, mais la fac recrutera environ 3 500 enseignants et chercheurs, un score plutôt élevé.

Les postes sont nombreux donc, mais les candidats encore davantage. Pour accroître ses chances de réussite, il faut cibler. Des régions par exemple. Les recrutements des profs des écoles sont décentralisés, avec un concours par académie. Ainsi 40% des candidats décrochent un poste à Créteil (qui inclut le difficile département de la Seine-Saint-Denis) contre seulement 10% en Corse. Pour le Capes (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), le concours est national. Les taux de réussite varient cette fois selon les disciplines (en 2005, 30% de réussite pour les lettres classiques et modernes contre 10% pour la philo, les langues rares ou l'économie). Dans le supérieur, il faut non seulement

passer le barrage des concours mais aussi mettre en œuvre une véritable stratégie. Contrairement à ce que pensent beaucoup de ceux qui « poussent » jusqu'au doctorat (bac+8), la qualité des débouchés professionnels n'est pas proportionnelle au nombre d'années d'études. Trois ans après leur thèse, 11% des docteurs pointent toujours à l'ANPE. En lettres et sciences humaines, le chiffre grimpe à 17%. L'obtention d'une agrégation n'est pas non plus une garantie absolue : la moitié des agrégés enseignent au lycée. Pour intégrer l'université, une bonne dose de pragmatisme est nécessaire. « J'aurais pu passer ma maîtrise sur Faulkner, qui me passionne, explique Maud, thésarde en anglais à Paris-III. Mais j'ai choisi un sujet plus porteur : la civilisation américaine. » En clair, les créneaux novateurs intéressent les directeurs de recherche et permettent plus facilement d'intégrer des équipes.

Cet effort est tout aussi nécessaire pour devenir chercheur dans les organismes comme l'Inserm ou le CNRS, pris d'assaut. Car cette année encore, malgré les belles déclarations d'intention sur la nécessité d'investir dans la recherche, quelques centaines de postes seulement sont ouverts pour pléthore de candidats. Bonjour la galère... à moins d'avoir envie de travailler dans les labos étrangers, notamment américains. Avis aux amateurs : nos cerveaux les intéressent !

ARNAUD GONZAGUE



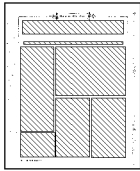
MANUEL MOREIRA, 34 ANS

Chercheur globe-trotteur

◆ D'où vient l'atmosphère que nous respirons ? Peut-on stocker le CO₂ sous terre ? Pour trouver des réponses à ces questions, Manuel Moreira parcourt le monde en quête de précieux échan-

tillons. Ses recherches l'ont mené au cœur de volcans en activité ou sur le toit des montagnes chinoises. Fan de Tazieff et de Cousteau, il s'est découvert une vocation en fréquentant les labos de la fac. « J'ai d'abord fait une prépa scientifique mais ce n'était pas mon truc, alors je me suis réorienté vers l'université. » Ayant axé sa thèse sur ces sujets porteurs et effectué un post-doctorat aux Etats-Unis, il a pu décrocher un poste de maître de conférences à Paris-VII. L'université où il avait préparé sa thèse sous la houlette de... Claude Allègre. Cela aide sans doute aussi. « J'aime notre liberté. Nous travaillons sur des sujets que nous choisissons, sans avoir de comptes à rendre. »

G. B.



Publicité, communication

Viser les formations reconnues

La com est partout : entreprises, collectivités, administrations... Les spécialistes peuvent réussir

Les antipub ont beau défrayer la chronique, Séguéla ou Beigbeder brillent toujours aux yeux des étudiants. Qui s'imaginent volontiers « créa » dans une agence, concepteur-rédacteur, ou encore scrutant le mode de vie de leurs contemporains dans un service marketing. Un rêve difficile d'accès. Certes, publicité et communication créent des emplois. Mais depuis l'explosion de la bulle internet, le rythme tend à se ralentir. D'autant que ce secteur est extrêmement sensible à la conjoncture. Ainsi dès que le ciel s'obscurcit un peu, les investissements dans la publicité plongent ; c'est dans ce poste que les entreprises taillent en premier lieu. Et puis gare aux malentendus : si le secteur de la pub a en effet besoin de créatifs, elle recherche surtout des commerciaux à fort tempérament. Ainsi, Stéphane Duponchel, fondateur d'une agence conseil en environnement, Amezis, assure ne pas trouver son bonheur dans la foule pourtant nombreuse des débutants. « *Déjà quand j'ai créé mon agence il y a deux ans, j'ai galéré pour recruter mes quatre salariés. En ce moment, je cherche un chargé de clientèle junior, avec un salaire de 2 000 euros brut par mois, et je ne trouve pas* », soupire ce chef d'entreprise.

Dans la communication aussi, les besoins explosent : jamais il n'a fallu autant de professionnels pour maîtriser et peaufiner l'image des entreprises ou des institutions, tant en interne que vis-à-vis du grand public. Mais, attention, si les recrutements sont nombreux, les diplômés le sont plus encore... Résultat : à l'embauche, c'est le grand embouteillage. « *Le temps de placement s'allonge, et les CDI se raréfient au profit des CDD et des missions free-lance* », avoue ainsi Marie-Laure Gilbert, responsable des stages de l'Efap (Ecole française des Attachées

Effectifs : **210 000 salariés**

Salaire moyen net mensuel : **2 223 euros**

Taux de chômage : **NC**



Les besoins en communication vont continuer à croître mais l'imposant flux de débutants maintiendra une forte concurrence pour les postes.

ANNE-GAËLLE PERROT, 25 ANS

Le don de l'organisation

◆ « *Je n'ai pas connu la galère : j'ai été embauchée à la suite de mon stage* », explique Anne-Gaëlle, ravie de son poste de chef de projet chez Europa Cinema, une association de promotion du cinéma financée par Bruxelles : 18 personnes pour gérer un réseau de 650 salles en Europe. « *J'organise notamment des événements réunissant des centaines de personnes – producteurs, gestionnaires de salle, institutionnels – en France et à l'étranger. Je m'occupe de tout : programme des conférences, réservations des hôtels et des billets d'avion, analyse des retombées de l'événement...* » Passionnant et très prenant : « *Je travaille bien 60 heures par semaine, pour 22 000 euros brut par an.* » L. T.



Xavier Paredes

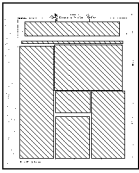
de Presse) à Lyon. Quelles formations choisir ? Le secteur s'est beaucoup professionnalisé dans les années 1990, et les diplômés spécialisés représentent la meilleure voie. Ainsi, 60% des bac+4 ou 5 en communication débutent bien dans leur domaine, constate l'Apec (Association pour l'Emploi des Cadres). Il y a pléthore de formations tant à l'université que dans le privé. Quelques programmes ont la cote auprès des recruteurs, notamment les masters professionnels (bac+5) du Celsa à Paris-IV, le DESS « communication et multimédia » de Paris-II Panthéon-Assas, ou encore le master « communication politique et sociale » de la Sorbonne. Sciences-Po-Paris s'est également mis sur les rangs avec un master « communications » qui sort cette année sa première promotion. Quoi qu'il en soit, la concurrence est rude : les écoles de commerce ou les Sciences-Po mangent les universitaires, les bac+5 mangent les bac+4, etc. Quant aux bac+2, ils sont laminés et offrent peu d'opportunités. On débute le plus souvent au bas de l'échelle avec des salaires modestes, autour de 20 000 euros brut par an, loin derrière, par exemple, ceux des jeunes commerciaux. En ce moment, les grandes entreprises recherchent surtout des spécialistes de la communication interne (journaliste d'entre-

prise, animateur d'intranet, etc.). Dans les BTP ou les produits d'entretien, le job n'est pas a priori très sexy mais souvent très intéressant *in fine*. « *Les jobs qui font rêver les jeunes, dans l'audiovisuel, la mode, l'événementiel ou les grandes agences ne sont pas forcément les plus dynamiques*, précise France Latscha au service des stages du Celsa. *Aujourd'hui, ce sont les PME qui recrutent ou les associations.* » Mais aussi les collectivités locales, régions, mairies, qui veulent dépoussiérer leur journal municipal ou encore préparer les échéances électorales. Du travail en perspective donc... **LISA TELFIZIAN**

LES MEILLEURS DIPLÔMES

Bac+4 ou 5

- Masters spécialisés du Celsa, Paris-IV
- DESS « communication et multimédia », Paris-II Panthéon-Assas
- Master « communication politique et sociale », Sorbonne
- Master « communications », IEP de Paris
- Ecoles de commerce
- Diplômes des 12 écoles de journalisme reconnues par la profession.

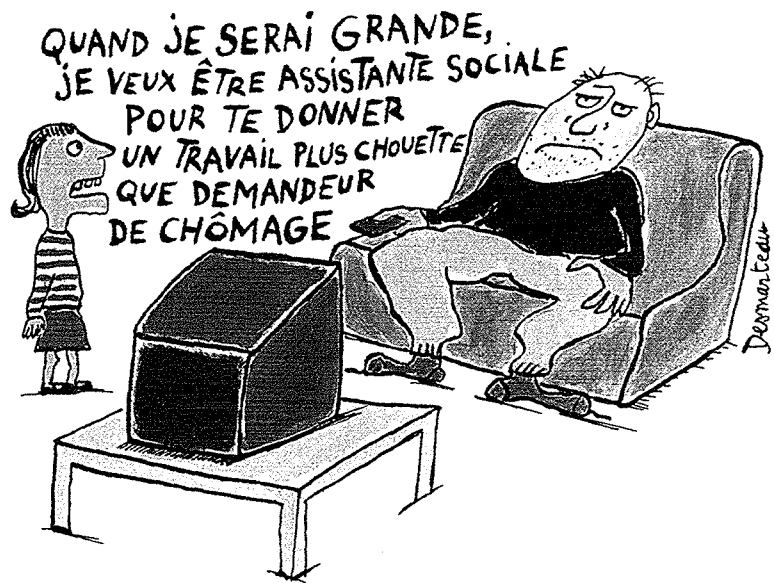


Action sociale, sport Avantage aux gestionnaires

« Gestion sociale » ou « management des métiers du golf »... la spécialisation, voilà le secret !

Faut-il s'en réjouir ou en pleurer ? Avec 2,3 millions de sans-emploi, 3,4 millions d'allocataires de minima sociaux et plus de 1,3 million de travailleurs pauvres en France, les travailleurs sociaux ne sont pas près de chômer. « La pénurie existe déjà chez les assistants de service social et les éducateurs spécialisés, estime Michel Andrieux, délégué général de l'Anpase (Association nationale des Professionnels et Acteurs de l'Action sociale, médico-sociale et sanitaire en faveur de l'Enfance et de la Famille). Et les besoins en professionnels qualifiés vont s'amplifier à l'avenir. » Alors que les travailleurs sociaux sont déjà 800 000 ! Certes, on recrute. Mais cela ne signifie pas que tous les postes sont faciles à décrocher. D'abord, il ne suffit pas d'avoir la vocation, l'envie d'aider les autres. « Pour côtoyer la détresse, la misère, il faut une grande maturité et une motivation à toute épreuve », analyse Elisabeth Javelaud, directrice générale de l'Afots (Association française des Organismes de Formation et de Recherche en Travail social). Ensuite, les places sont chères dans les écoles préparant au diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé (bac+3) ou à celui d'assistant de service social (bac+3). « Dans ma promotion, nous étions 500 à postuler, et seulement 25 ont été retenus », raconte Dorothée, éducatrice spécialisée à Toulouse. A noter que la plupart des reçus sont titulaires d'un diplôme de sociologie et de psychologie.

L'horizon est-il plus dégagé dans les métiers du sport ? Ces dernières années, les salles de remise en forme et les centres de loisirs ont poussé comme des champignons. Mais les emplois créés sont vite pourvus. L'engouement des jeunes pour ces métiers est tel que le nombre de diplômés a littéralement explosé. « L'époque où l'on devenait responsable d'une salle de sport en apprenant sur le tas est terminée. Maintenant, il faut au minimum un brevet d'Etat d'éducateur sportif de niveau bac », commente Pierre Delaunay, directeur du club Abdoplus à Paris. A l'université, la filière Staps (sciences et techniques des activités physiques et sportives) a vu ses effectifs quadrupler en dix ans ! Résultat : les animateurs, les moniteurs spécialisés et les éducateurs sportifs – pour ne citer qu'eux – souffrent d'une grande précarité : seulement 28% d'entre eux signent un contrat à durée indéterminée à la première embauche ! Et leur salaire moyen, au sortir d'une licence professionnelle, tourne



Effectifs : 530 000 salariés
Salaire moyen net mensuel : 1 442 euros
Taux de chômage : 15%.

↑ Ces secteurs continuent à embaucher même si les emplois ne se développent pas à hauteur des besoins faute de budgets suffisants.

autour de 1 340 euros net mensuels. Dans l'Education nationale, ce sont les choix budgétaires qui freinent le recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive : le nombre de places au concours est passé de 1 300 en 2003 à 400 seulement cette année.

Cependant, quelques cursus très spécialisés permettent de décrocher aisément un job. Exemple : la licence professionnelle « management des métiers du golf » de l'université d'Angers (bac+3). « Nos diplômés trouvent un emploi rapidement car on manque de cadres dans ce secteur », explique Patrick Legohérel, responsable de la formation. Mais les mieux placés restent une fois de plus les diplômés en gestion-éco qui se spécialisent. Avec notamment le master « management et ingénierie des sports de glisse » de l'université Bordeaux-II, également ouvert aux ingénieurs qui en pincent pour l'élaboration de produits (planches,

skates, rollers...). Autre pépite : la maîtrise de sciences et techniques « économie et gestion du sport » de l'université Paris-Dauphine (bac+4), ouverte aux diplômés en économie ou en gestion qui peuvent devenir ensuite directeur sponsoring, chef de produit, directeur des sports dans une mairie... Ici comme ailleurs, deux compétences valent mieux qu'une. **BÉATRICE BLONDEAU**

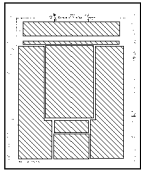
LES MEILLEURS DIPLÔMES

Bac+2 ou 3

- Diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé
- Diplôme d'assistant de service social
- Licence professionnelle de « cadre en intervention sociale », Le Havre
- Licence professionnelle de « management des associations », Lyon-III
- Licence professionnelle de « management des organisations » option économie sociale, Marne-la-Vallée.

Bac+4 ou 5

- Maîtrise d'« économie et gestion du sport », Paris-Dauphine
- Master d'« ingénierie des programmes d'insertion », Paris-XIII
- Master d'« ingénierie de la protection sociale », Marne-la-Vallée
- Master de « management et ingénierie des sports de glisse », Bordeaux-II.



Presse, édition, documentation

Des filons pour les littéraires

Journaux spécialisés, technologies de l'information... S'en sortir après des études de lettres

Chaque année, les journalistes en herbe sont toujours plus nombreux à rêver d'entrer au « Monde » ou au « Figaro ». Même si l'écrit a du plomb dans l'aile, concurrencé par le web ou les gratuits, même si sur les 400 étudiants qui sortent chaque année de l'une des 12 écoles reconnues par la profession, beaucoup galèrent pour trouver un emploi stable. Dans l'édition, un tout petit milieu comptant 10 000 salariés, il n'est pas plus facile de tailler sa route. « *Hormis quelques grands noms comme Gallimard et une poignée de maisons qui se sont regroupées pour affronter la concurrence, beaucoup d'entreprises vivent* », explique Olivier Rollot de « l'Étudiant ». Les futurs documentalistes et bibliothécaires devront aussi s'accrocher. Les places – accessibles via des concours administratifs à partir de bac+3 – sont chères. En 2004, 2 330 candidats se sont présentés au concours de bibliothécaire d'Etat pour seulement 27 postes ! Le concours de documentaliste scolaire connaît lui un taux de réussite plus élevé (14% en 2005).

Selon l'Apec (Association pour l'Emploi des Cadres), deux ans après leur diplôme 26% des jeunes qui ont choisi ces métiers littéraires pointent toujours au chômage. Les autres viennent grossir les rangs des « intellos précaires ». « *Après un stage dans une maison d'édition prestigieuse, je me suis retrouvée à faire des relectures de textes à domicile pour 900 euros net par mois. Un choc. Je n'y étais pas préparée* », raconte ainsi Léa, diplômée d'un DEA de lettres... Alors renoncer, enterrer ses rêves ? Pas forcément. Pour se faufiler dans ces métiers pris d'assaut, il faut peaufiner sa stratégie. Leçon numéro un : s'écarter des chemins balisés. Ainsi, dans l'édition, la littérature ne pèse que 18% des publications. En revanche, l'édition scolaire, jeunesse, pratique et artistique, en plein boom, recherchent des éditeurs, des auteurs et des chargés de communication. Et contrairement aux idées reçues, scientifiques,



économistes, juristes ont toutes leurs chances. Parfois même davantage que les littéraires ! « *Cette année, deux de mes étudiants sont diplômés, l'un d'une maîtrise de sciences physiques, l'autre de mathématiques. Je ne me fais aucun souci pour eux* », assure ainsi Bertrand

Effectifs : 90 000 salariés
 Salaire moyen net mensuel : NC
 Taux de chômage : 19%

↓ Secteur en ralentissement, mais en pleine métamorphose, où l'écrit est dévoré par l'image. Créneaux porteurs : les nouveaux médias.

Legendre, à la tête du très prisé master d'édition de l'université Paris-XIII-Villetaneuse (bac+5), qui forme des éditeurs et des responsables de droits étrangers. Autre diplôme très coté du secteur : le mastère spécialisé (bac+6) « management de l'édition » de l'ESCP-EAP.

Les futurs journalistes ont eux aussi tout intérêt à sortir des sentiers battus. Presse spécialisée, presse professionnelle, dans des domaines tels que les nouvelles technologies, automobile, industrie, tourisme, c'est là que les débutants peuvent espérer décrocher un poste. Les documentalistes devront eux frapper à la porte des cabinets d'audit, de juristes, des sociétés pharmaceutiques et encore de l'industrie. « *Avec le développement des nouvelles technologies, les entreprises ont pris conscience de l'importance stratégique que revêt pour elles la gestion de l'information* », explique Catherine Thiolon, vice-présidente de l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation. Mais là encore les littéraires ne sont pas toujours les mieux placés. « *Il n'est pas rare de voir des ingénieurs travailler dans la veille économique ou ce que l'on appelle le "knowledge management", c'est-à-dire la collecte et la transmission des connaissances des salariés* ». Ils devront en tout cas se doter de solides compétences informatiques.

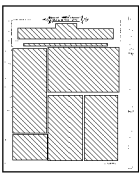
Littéraires oui, mais l'esprit ouvert...

BÉATRICE BLONDEAU

LES MEILLEURS DIPLÔMES

Bac+4 ou 5

- Ecoles de journalisme reconnues par la profession (CFJ-Paris, ESJ-Lille et IPJ-Paris...)
- Master de journalisme de Sciences-Po
- Capes de documentaliste
- Master de gestion de l'information à Sciences-Po-Paris
- Master d'édition de Paris-XIII
- Master Pise de Paris-VII
- Master de management de l'édition de l'ESCP-EAP.



Culture

Cherche pros du numérique

Des métiers passion, de maigres débouchés, sauf dans l'audiovisuel, qui recrute

Qu'on sorte de la « Star Ac » ou du Conservatoire, vivre de sa passion reste un privilège. Même pour décrocher le statut d'intermittent du spectacle, il faut batailler ! « Entre ce qu'on attend des jeunes diplômés – compétences, savoir-faire, enthousiasme – et la façon dont on les intègre, c'est le grand écart », dit Philippe Teillet, responsable du mastère « direction de projets culturels » à l'IEP (Institut d'Etudes politiques) de Grenoble.

CDD à répétition, employeurs fragiles perçus par des subventions aléatoires, salaires inférieurs de 30 à 40% à la moyenne... Les « années Lang », généreuses en créations de postes, sont révolues. L'heure est aux restrictions budgétaires et à la professionnalisation. Dans le domaine de la gestion de la culture, les recruteurs apprécient les longs cursus, les mastères. Et les diplômés des écoles de commerce : la loi sur le mécénat de 2003, incitant les institutions à chercher des financements auprès des entreprises, avantage les experts en chiffres. Parfois, la pertinence de certaines formations (mastères spécialisés de l'ESC-Dijon et de l'ESC-Bretagne Est, accessibles aux bac+5) reste à évaluer, compte tenu de leur coût élevé (6 000 euros). « Je reçois des centaines de CV de jeunes qui affichent des doubles cursus brillants, mais mon dernier recrutement remonte à trois ans », affirme Philippe Coutant, directeur de la maison de la culture de Loire-Atlantique.

Pourtant, depuis les années 1990, le secteur a explosé en termes d'effectifs. « Il devrait encore croître, mais à un rythme moins soutenu », explique Jean-Pierre Saez, directeur de l'Observatoire des Politiques culturelles. « Surtout les métiers nécessitant une expertise in-

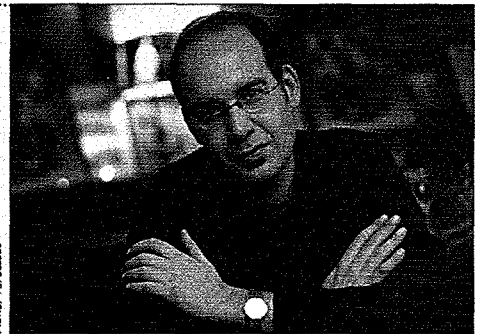
Effectifs : **180 000 salariés**
 Salaire moyen net mensuel : **1 525 euros**
 Taux de chômage : **38%**

↓ Si les activités culturelles se développent, elles suscitent aussi de plus en plus de vocations. Conséquence : le taux de chômage ne cesse de grimper.

JULIEN ROSEMBERG, 28 ANS

Le filon des associations

◆ Un mois après son DESS à Arsec-Lyon-II, Julien décrochait un CDI comme consultant culturel dans un bureau d'études. Pendant plus de deux ans, il a réalisé des études de faisabilité sur des projets de création d'équipement culturel émanant de mairies, départements ou régions. « C'était passionnant, bien payé, mais j'avais l'impression de zapper. J'ai démissionné pour rejoindre l'équipe de l'Adiam du Val-d'Oise, une association subventionnée, où je vais m'occuper du développement du théâtre, des arts de la rue et du cirque. » Derrière ce parcours, il y a « beaucoup de travail, notamment un DEA, une thèse en cours et un militantisme associatif qui remonte à l'adolescence, dit-il. La culture, ce n'est pas que mon métier, c'est ma vision du monde et de la société ». **L. T.**



formatique – jeux vidéo, télévision numérique, multimédia, effets spéciaux –, avec parfois même une pénurie de main-d'œuvre ! souligne Pierre-Michel Menger, directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'EHESP. Cependant, comme ailleurs, l'offre de travail augmente moins vite que le nombre de candidats. »

Pour intégrer le secteur audiovisuel, la vigilance est de mise. « Nombre de formations payantes qui promettent des débouchés n'apportent pas grand-chose », prévient Yann Brolli, producteur des Films du Tamarin. Best of de la profession : la filière image-son ou montage de l'Ensmis (ex-Femis), la licence professionnelle « audiovisuel et numérique » et les mastères « télévision numérique interactive » et « troncage numérique des images » de l'Institut des Sciences et Techniques de Valenciennes. Egalement appréciées, les licences « arts et technologies » de l'université de Marne-la-Vallée. Autres pistes, en ce qui concerne les techniciens : l'École de l'Image des Gobelins, très cotée, propose notamment la licence professionnelle « techniques et activités de l'image et du son » ou encore le BTS audiovisuel du Lycée de l'Image et du Son d'Angoulême.

Quoi qu'il en soit, une fois qu'on a mis le pied mis à l'étrier en enchaînant les stages et les CDD, le plus dur est fait : dans ces milieux, on recrute beaucoup par le bouche-à-oreille et sur recommandation... **LISA TELFIZIAN**

LES MEILLEURS DIPLÔMES

Bac+2 ou 3

- Licence professionnelle « arts du textile et du tapis », Clermont-II
- Licence « arts et technologies », université de Marne-la-Vallée
- Licence professionnelle « techniques et activités de l'image et du son », université de Marne-la-Vallée
- BTS audiovisuel du Lycée de l'Image et du Son, Angoulême
- Diplômes de l'École des Gobelins.

Bac+4 ou 5

- École nationale supérieure de Danse, Marseille
- École nationale supérieure des Arts et Techniques du Théâtre, Lyon
- École supérieure d'Art dramatique du Théâtre national de Strasbourg
- Centre national de Danse contemporaine, Angers
- Conservatoire national supérieur d'Art dramatique, Paris
- Conservatoires de Paris et de Lyon
- Masters professionnels en gestion culturelle, Paris-Dauphine, IEP de Grenoble, Arsec-Lyon-II et Nanterre
- Masters professionnels de l'Institut des Sciences et Techniques, Valenciennes.